

## La politique étrangère canadienne : De l'internationalisme au réalisme

André Donneur

Volume 15, numéro 1, 1984

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur :  
quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience  
québécoise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701625ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701625ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Donneur, A. (1984). La politique étrangère canadienne : De l'internationalisme au réalisme. *Études internationales*, 15(1), 213–221.  
<https://doi.org/10.7202/701625ar>

# LIVRES

## 1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

### La politique étrangère canadienne : de l'internationalisme au réalisme\*

André DONNEUR\*\*

La politique étrangère canadienne avait été interprétée jusqu'ici soit dans une perspective internationaliste libérale, soit dans l'optique de ceux qui voient le Canada dans la dépendance périphérique des États-Unis. L'ouvrage de David B. Dewitt et John Kirton renvoie dos à dos les tenants de ces deux perspectives, qui expliquent difficilement les changements intervenus dans la politique étrangère canadienne depuis 1968. Habilement, ils ne rejettent ni l'une ni l'autre, mais considèrent qu'elles n'expliquent que partiellement – et pour des périodes limitées – la politique étrangère canadienne. Dewitt et Kirton considèrent ces deux perspectives comme des hypothèses, auxquelles ils ajoutent une troisième « néo-réaliste complexe », adaptée au « déclin des États-Unis » et à « la diffusion de la puissance dans le système international », où le Canada est devenu « une puissance principale » (p.4). Une puissance principale n'est pas la grande puissance chère à la théorie réaliste (Morgenthau, Aron). C'est un État qui se distingue des États de rang inférieur par des critères objectifs et subjectifs. Il agit comme une puissance principale dans les activités internationales plutôt que comme agent pour d'autres États et groupes d'États ou que comme médiateur entre puissances principales. Il joue un rôle principal dans la définition, l'établissement de la mise en oeuvre de l'ordre international. Son rang est déterminé surtout par la possession d'un

---

\* DEWITT, David B. et KIRTON, John J. *Canada as a Principal Power: A Study in Foreign Policy and International Relations*, Toronto, John Wiley and Sons, 1983, 488p.

CLARKSON, Stephen. *Canada and the Reagan Challenge: Crisis in the Canadian-American Relationship*, Toronto, James Lorimer and Company, 1982, XV, 383p.

*Canada and the United States in the 1980s, The Fifth Lester B. Pearson Conference Niagara-on-the-lake, Ont., October 14-17, 1981*. Toronto, Council on Foreign Relations, 1982, 54p.

SPENCER, Robert, KIRTON, John, NOSSAL, Kim Richard (Eds.) *The International Joint Commission Seventy Years on*. Toronto, Centre for International Studies, University of Toronto, 1981, 174p.

BYERS, R.B., MACMILLAN, Margaret, RASTOUL, Jacques, SPENCER, Robert et WRIGHT, Gerald, *Canada and Western Security: The Search for New Options*, Toronto, Atlantic Council of Canada, 1982, VII, 39p.

BALAWYDER, Aloysius (Ed.). *Canadian-Soviet Relations 1939-1980*, Oakville (Ont.), Mosaic Press, 1981, 238p.

BROMKE, Adam, RIEKHOFF, Harald Von, LÉVESQUE, Jacques, FEDOROWICZ, J.K., *Canada's Response to the Polish Crisis/Le Canada face à la crise polonaise*, Toronto, Institut canadien des affaires internationales, 1982, 53p.

\*\* Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

surplus de capacités dans une large gamme de secteurs (p.38). C'est l'acceptation d'un tel système international, où les puissances principales sont hégémoniques et où la politique prime, qui constitue l'approche néo-réaliste complexe.

### I – La politique étrangère canadienne testée selon trois approches

Les auteurs s'appliquent tout au long de leur ouvrage à tester les trois perspectives-hypothèses. Dans le premier chapitre, ils les présentent en détails en relation avec les questions centrales de l'analyse de politique étrangère. Il faut noter à ce propos que c'est le premier ouvrage d'ensemble sur la politique étrangère canadienne qui est écrit en tenant compte des approches théoriques de la politique étrangère, du contexte de la politique mondiale et de l'évolution des relations internationales. Ces questions centrales de la politique étrangère sont, pour les auteurs, au nombre de sept : la présence internationale, le rang de l'État analysé, en l'occurrence le Canada ; son activité internationale en volume, en variété et en diffusion ; son association avec d'autres États ; son approche vis-à-vis de l'ordre mondial en degré, étendue et ouverture à l'évolution ; les déterminants externes, sociétaux et gouvernementaux de sa politique étrangère.

Le deuxième chapitre est le premier test des trois perspectives-hypothèses qui sont mises en rapport avec les grandes doctrines (déclarations à leur arrivée au gouvernement) et décisions de la politique étrangère canadienne depuis 1945. Ils constatent que les décisions ont été consistantes avec les déclarations. Et il se dégage cinq périodes. La première d'internationalisme de 1947 à 1957, où la vision de Saint-Laurent est conforme à la perspective internationaliste libérale, mais où, sur le plan décisions, quoique la perspective internationaliste soit généralement dominante, certaines d'entre elles sont entachées soit de dépendance périphérique, soit de néo-réalisme complexe. Sous Diefenbaker – l'ère de l'indépendance 1957-1963 –, on reste avec une doctrine internationaliste libérale, mais le gouvernement manifeste une dépendance périphérique dans l'affaire des avions Arrows (février 1959) et parfois un comportement néo-réaliste complexe. L'ère du fédéralisme (1963-1968) reflète sur le plan doctrinal l'internationalisme libéral de Pearson et Martin, tandis que les décisions dévient souvent de cette perspective pour adopter un comportement partiellement néo-réaliste complexe face à des alliés agressifs, notamment les États-Unis et la France. L'ère de l'intérêt national (1968-1980) marque sur le plan doctrinal un passage très clair au néo-réalisme complexe ; toutefois, M. Trudeau laisse subsister une part internationaliste libérale en définissant « la paix et la sécurité » comme l'un des six objectifs de *Politique étrangère au service des Canadiens* et laisse transparaître une attitude dépendante périphérique en qualifiant le Canada de petite puissance et en reconnaissant sa vulnérabilité vis-à-vis des États-Unis. Les décisions, quant à elles, sont clairement néo-réalistes, même si l'on peut relever des traces d'internationalisme libéral dans la question de la réduction limitée des forces dans l'OTAN et de dépendance périphérique dans la première réaction à la surcharge Nixon d'août 1971 et à celle de l'élection du Parti québécois en novembre 1976. L'ère du bilatéralisme depuis 1980 accentue le caractère à la fois doctrinal et décisionnel néo-réaliste complexe du gouvernement Trudeau.

Analysant au chapitre III l'activité internationale du Canada, les auteurs constatent qu'elle reflète fortement le passage à une dominante néo-réaliste. La période 1945-1956 indique un modèle d'interaction conforme à la perspective de dépendance périphérique. Mais, de 1957 à 1963, la tendance s'oriente plutôt vers la participation multiple aux organisations internationales et à des missions en leur sein. La période de 1963 à 1968 montre, par la diminution des missions au sein des organisations internationales, un affaiblissement de la perspective internationaliste libérale, tandis que le modèle néo-réaliste

complexe s'impose avec les missions en Afrique et au Moyen Orient. La période de 1969 à 1979 voit la croissance des liens libéraux notamment en Afrique, au Moyen Orient, en Asie et dans le Pacifique. Les États-Unis sont remplacés par l'Asie et le Pacifique, par l'Europe et, plus récemment, les pays en voie de développement, comme lieux de visites du Premier ministre.

Se tournant au chapitre IV vers les capacités du Canada, les auteurs mettent l'accent sur la population, les ressources énergétiques et le commerce, « moins limités que les capacités militaires et économiques » pour évaluer la puissance et qui en constituent d'ailleurs les fondements. Cet exercice montre clairement le déclin de la puissance des États-Unis, la diffusion de la puissance dans le système international et que le Canada est une puissance principale. Le chapitre VI montre comment, de la vision internationaliste libérale de Saint-Laurent, le processus gouvernemental a évolué pour aboutir à ce que le ministère des Affaires extérieures soit le moteur de la mise en oeuvre de l'intérêt national à l'étranger, dans une perspective tout à fait néo-réaliste. Dans la deuxième partie de l'ouvrage, les auteurs testent avec succès leurs trois perspectives-hypothèses vis-à-vis de la politique d'immigration, de la politique énergétique, de la politique spatiale et de la politique au Moyen Orient. Leur conclusion est que M. Trudeau a vraiment fait un changement révolutionnaire de la politique extérieure canadienne vers le néo-réalisme complexe.

## II – Une vision tronquée de la politique étrangère canadienne

Stephen Clarkson appartient à l'école de la dépendance périphérique<sup>1</sup>. Dans son étude, il se propose d'analyser les problèmes majeurs que le Canada et les États-Unis

confrontent dans le contexte de leurs nouveaux nationalismes – le centralisme revigoré du gouvernement Trudeau des années 80 et l'affirmation: les États-Unis d'abord de l'administration Reagan (p. XIV).

Le défaut majeur de son ouvrage est de dater curieusement la politique néo-réaliste du gouvernement Trudeau de 1980 et non de ses débuts. Stephen Clarkson a été subjugué par la nouvelle politique énergétique nationale: critère décisif unique, qui lui fait reconnaître le néo-réalisme complexe de la politique étrangère canadienne, mais lui fait minimiser curieusement ou écarter sans raison les autres manifestations de ce néo-réalisme depuis 1968.

L'erreur fondamentale de Stephen Clarkson vient de sa mauvaise compréhension, qui est partagée d'ailleurs par de nombreux observateurs, de la politique dite de la troisième option vis-à-vis des États-Unis. Sa première erreur est de n'y voir là qu'une

stratégie pour diminuer la dépendance du Canada à l'égard des États-Unis en accroissant ses relations avec les autres pays (p. 8).

En réalité, cette politique prévoyait non seulement de diversifier le commerce – et le succès de l'ouverture par exemple sur le Japon, l'Algérie et l'URSS ainsi que l'établissement du lien contractuel avec la Communauté européenne en témoignent – mais également toute une série de mesures internes, dont Stephen Clarkson donne d'ailleurs une liste partielle dans diverses parties de son livre: contenu canadien à la radio et à la télévision, création de la Société canadienne de développement, de l'Agence d'examen des investissements étrangers et de Pétro-Canada (p. 13), auxquels on peut ajouter le contrôle des exportations d'énergie (p. 160), la protection du territoire canadien comme priorité militaire et le contrôle des eaux territoriales, notamment de l'Arctique (p. 265).

1. Cf. notamment l'ouvrage qu'il a édité en 1968: *An Independent Foreign Policy for Canada?*, Toronto, McClelland and Stewart, 1968, 290p.

La deuxième erreur est de prétendre que la troisième option n'était pas une stratégie globale et cohérente du Cabinet (p. 13) pour rendre le Canada plus indépendant des États-Unis, mais qu'un « essai... , une vague esquisse de scénarios possibles sans implication économique et institutionnelle » (p. 286). Rien n'est plus faux ! Sans même évoquer le témoignage personnel de l'auteur de cet article qui faisait alors partie du Groupe d'analyse politique qui, sur instructions du Cabinet, a élaboré la troisième option, lisons ce qu'en dit Harald von Riekhoff<sup>2</sup> :

Le Cabinet accepta le principe de rechercher consciemment à diminuer la dépendance canadienne et sa vulnérabilité à l'égard des États-Unis, en énonçant l'essence de ce qui fut subséquemment défini comme la troisième option...

Harald von Riekhoff écrit que les textes de base de la stratégie de troisième option furent écrits au sein du Groupe d'analyse politique et du Bureau de l'hémisphère occidental et diffusés dans les services des autres ministères qui traitent des relations avec les États-Unis, qui les commentèrent, puis finalement soumis au Cabinet. Plusieurs conséquences en découlèrent : les États-Unis furent incités à considérer le Canada comme un pays étranger et à se débarrasser du syndrome « pas de frontière » ; les relations canado-américaines furent intégrées sous l'autorité du ministère des Affaires extérieures ; des politiques furent adoptées : contenu canadien à la télévision et à la radio et suppression des exemptions fiscales pour *Time* ; création de l'Agence d'examen des investissements étrangers ; diversification des relations du Canada avec l'Europe de l'ouest, le Japon et l'Amérique latine.

On pourrait d'ailleurs faire aussi remarquer à Stephen Clarkson des coïncidences non fortuites : le rapport Gray sur les investissements étrangers qu'il mentionne d'ailleurs (p. 12) est contemporain de l'article de Mitchell Sharp faisant état publiquement de la troisième option et suit de peu la déclaration du premier ministre Trudeau lors de son voyage en URSS sur l'indépendance du Canada vis-à-vis des États-Unis et la nécessité de contre-poids. Ajoutons l'article du conseiller de M. Trudeau en matière de politique étrangère, Ivan Head, dans *Foreign Affairs*<sup>3</sup>. D'ailleurs des observateurs étrangers ont perçu comme tel le changement. Ainsi William McGrath<sup>4</sup> note que les chercheurs de l'Institut des États-Unis et du Canada de Moscou considèrent les années 70 comme un « point tournant de l'histoire canadienne », une période où s'est manifestée

une forte tendance vers une plus grande indépendance économique, une politique étrangère plus indépendante et une plus grande affirmation nationale... Le gouvernement Trudeau est crédité d'avoir façonné une politique dont l'objectif est d'affaiblir l'influence américaine sur la vie économique canadienne... Les efforts canadiens pour diversifier les partenaires commerciaux étrangers du Canada présentent un intérêt particulier pour les observateurs soviétiques,

qui espèrent une affirmation des liens économiques soviéto-canadiens. Loin de considérer la troisième option comme un exercice académique,

les experts soviétiques donnent crédit au gouvernement canadien d'avoir réalisé un véritable changement dans son approche de la politique étrangère et d'avoir obtenu quelques succès importants dans ses efforts pour réduire la dépendance du Canada à l'égard des États-Unis.

2. « The Third Option in Canadian Foreign Policy », dans *Canada's Foreign Policy: Analysis and Trends*, édité par Brian Tomlin, Toronto, Methuen, 1978, pp. 88 et 97-99.

3. « The Foreign Policy of the New Canada », Vol. 50, no. 2, janvier 1972, pp. 237-252.

4. « Recent Soviet Images of Canada of International Politics », dans A. Balawyder, *op. cit.* pp. 197-199, et 201.

Carl H. MacMillan<sup>5</sup> constate aussi cette intensification des relations économiques avec l'URSS et leur diversification, tout en relevant que durant la période 1977-1979, suite à l'arrivée du Parti québécois au gouvernement et aux difficultés de balance des comptes, le gouvernement canadien se rapproche des États-Unis. L'expansion des relations du Canada, « durant les premières années de la période Trudeau » est aussi constatée par Jocelyn M. Ghent<sup>6</sup> dans le domaine des sciences et de la technologie, non seulement avec l'URSS, mais aussi l'Europe occidentale, la Chine et le Japon.

De même, dans son essai<sup>7</sup> qui ouvre les débats de la 5<sup>ème</sup> Conférence Lester B. Pearson, Alexander C. Tomlin date le changement de la politique canadienne vis-à-vis des États-Unis, non de 1980 comme Stephen Clarkson, mais des débuts du premier gouvernement Trudeau :

Tôt, Monsieur Trudeau rend le Canada en mesure de poursuivre un rôle plus indépendant dans les affaires mondiales... Le nationalisme économique est rampant au Canada et s'exprime par la prise de contrôle de la potasse par la Saskatchewan, de l'amiante par le Québec, de Texasgulf par la Société canadienne de développement et, d'une manière plus importante (mise à part la politique énergétique nationale) par l'Agence d'examen des investissements étrangers.

Un participant américain à la conférence caractérise aussi le changement de politique par la troisième option élaborée en 1971-1972 (p. 22).

Enfermé dans ses fausses prémices, Stephen Clarkson accumule les contradictions. J'en ai déjà relevé quelques-unes. En voici d'autres : en disant (p. 14) que les conservateurs furent incapables de mettre en oeuvre leur programme continentaliste, il reconnaît implicitement que les libéraux avaient un programme d'indépendance économique vis-à-vis des États-Unis dès les années 70. Il souligne aussi le caractère néo-réaliste du retrait de la moitié des troupes canadiennes d'Europe, ainsi que la tentative réussie d'établir en 1974 un lien contractuel avec la Communauté européenne, conséquence de la troisième option, dit-il, alors qu'il avait prétendu plus tôt que celle-ci n'était qu'un exercice rhétorique de Mitchell Sharp non entériné par le Cabinet (p. 250).

L'erreur de Stephen Clarkson vient du fait qu'il reste accroché à sa grille de dépendance périphérique tout au long des années 70. Cette optique restreinte lui fait méconnaître les mesures réelles prises en faveur de l'indépendance nationale. Au contraire, il prend au sérieux la rhétorique rassurante à l'égard des États-Unis des ministres canadiens. Or il aurait pu remarquer que l'ambassadeur canadien à Washington sert la même rhétorique aux autorités américaines (p. 24), au moment où le Canada adopte la politique énergétique nationale, que Stephen Clarkson voit comme le début d'une véritable politique nationale.

En définitive, c'est l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux États-Unis qui lui a ouvert les yeux. Il rapproche d'ailleurs l'adoption du programme énergétique national (octobre 1980) et l'élection de Reagan (début novembre 1980) (p. 271). Effectivement, l'événement prend d'autant plus de relief qu'il survient après l'assouplissement de la politique canadienne vis-à-vis des États-Unis suite à l'élection du Parti québécois, aux difficultés de balance des comptes et à la politique d'ouverture du président Carter, puis la politique pro-américaine du gouvernement Clark. Et Alexander C. Tomlin<sup>8</sup> observe que la philosophie politique nationaliste de M. Trudeau, même datant de plus de dix ans, affronte

5. « Canada's Postwar Economics Relations with the USSR – An appraisal », dans Balawyder, A., *op. cit.*, pp. 128 et 161-162.

6. « Cooperation in Science and Technology », dans Balawyder, A., *op. cit.*, p. 177.

7. « The Pearson Conference: An American Reprise », p. 2.

8. *Ibid*, p. 2.

un courant nouveau aux États-Unis avec l'arrivée au pouvoir de M. Reagan. Mais en réalité, comme le montrent Dewitt et Kirton, la politique énergétique comme la politique dite de bilatéralisme ne sont qu'une extension d'une ligne directrice définie dès le début du premier gouvernement Trudeau. D'ailleurs, Stephen Clarkson se réfère à un article de Allan Gottlieb pour montrer les conséquences de la politique de bilatéralisme en ce qui a trait aux États-Unis (p. 285). Or quel est le titre de l'article de Allan Gottlieb (et Jeremy Kinsman): « Reviving the Third Option »!<sup>9</sup>

Ces critiques faites, notons que ce livre présente la qualité de passer en revue l'ensemble des relations du Canada avec les États-Unis, y compris les questions des eaux limitrophes, de l'Arctique, de la pollution et les problèmes culturels. Il a aussi le mérite de montrer, grâce à l'étude du Pacte de l'automobile et du secteur de la machinerie agricole, l'échec total pour le Canada de la politique de libre-échange, chère aux économistes ultra-libéraux tenant de la deuxième option (pp. 126-134). Stephen Clarkson n'a pas tort de qualifier les avocats du libre-échange comme les Frères Wonnacott d'économistes universitaires enfermés dans leur « tour d'ivoire » (p. 136). Il leur oppose les analystes de politiques comme Rodney Grey, le chef négociateur de la délégation canadienne au Tokyo Round (p. 137). Ce livre est aussi excellent pour montrer le caractère nationaliste étroit de la politique économique américaine :

Restant inconscients de leurs propres violations du principe du traitement national pour empêcher les investissements étrangers, de leurs propres programmes de subsides à l'exportation qui sont canalisés par les États, de leurs propres efforts de recherche et développement soutenus par leur gouvernement en faveur de la haute technologie via les dépenses militaires et d'autres exemples de leurs propres offenses au credo commercial libéral, les politiciens américains ont jeté un fort jet de vapeur contre les iniquités dont souffriraient les sociétés américaines quand elles essayent de commercer à l'étranger (p. 339).

Il dresse aussi une liste impressionnante des mesures prises contre les investissements étrangers aux États-Unis (pp. 93-97).

Stephen Clarkson est heureux que le gouvernement canadien ait tenu bon devant les attaques américaines contre sa politique énergétique, mais il déplore le fait que le gouvernement canadien n'ait pas étendu le rôle de l'Agence d'examen des investissements étrangers, tel que l'avait annoncé M. Trudeau dans un discours prononcé le 17 février 1980 (p. 181). Mais, prisonnier de sa perspective à court terme, il ne voit pas que la politique néo-réaliste canadienne d'indépendance vis-à-vis des États-Unis est complexe et souffre des pauses. À long terme, le contrôle canadien sera étendu à d'autres secteurs économiques qui, tous, par ailleurs ont vu leur part de propriété américaine diminuer dans les années soixante-dix.

Stephen Clarkson consacre la fin de son ouvrage à proposer la définition d'une stratégie canadienne vis-à-vis des États-Unis avec la participation

des gouvernements provinciaux, des milieux d'affaires grands, moyens et petits, des organisations d'agriculteurs et des syndicats, des associations volontaires, des organisations culturelles et des media, aux côtés des hommes politiques, des experts techniques et des bureaucrates (p. 289).

C'est une idée généreuse mais impraticable: ces divers groupes charrient trop d'intérêts contradictoires; ils influencent d'ailleurs déjà l'élaboration de la politique étrangère, mais ces influences sont heureusement filtrées par la machine gouvernementale, comme c'est son rôle.

9. *International Perspectives*, janvier-février 1981, pp. 2-5.

De toute façon, il existe déjà une stratégie, la troisième option, certainement plus claire que la cacophonie qui résulterait d'un tel concert d'organismes, par ailleurs, en grand nombre partisans du continentalisme.

Deux autres réformes, proposées par Stephen Clarkson, seraient de créer une institution nouvelle en dehors du ministère des Affaires extérieures pour s'occuper des relations avec les États-Unis (p. 300) et que l'ambassadeur du Canada à Washington soit membre du Cabinet (p. 323). Dans le premier cas, le rôle d'agence centrale confié aux Affaires extérieures remplit déjà le rôle qui serait dévolu à cette institution nouvelle. De plus, les relations avec les États-Unis ne peuvent être conçues et menées en dehors des relations avec les autres pays. Quant à la deuxième proposition, sans même soulever les questions pratiques posées à cet ambassadeur-ministre volant, Stephen Clarkson croit-il vraiment qu'il serait un meilleur défenseur de la stratégie d'indépendance qu'un ambassadeur soumis à des instructions précises? On peut présumer qu'au contraire un tel ministre-ambassadeur, plus sensible aux pressions américaines, serait plus enclin à prêcher l'harmonie et les accommodements.

Une autre idée avancée par Stephen Clarkson me paraît dangereuse: celle de lier les divers problèmes qui se posent dans les relations canado-américaines (pp. 324-325). C'est une arme que les États-Unis ont eu tendance à utiliser, parce que, dans un rapport de forces global, ils sont les plus forts. C'est, au contraire, l'abc de la guérilla d'éviter la confrontation globale: le Canada a tout à gagner de régler les problèmes un à un avec les États-Unis. Dans certains cas (énergie par exemple), c'est lui qui tient le gros bout du bâton.

Enfin, j'ai été fort surpris de lire (p. 314) que la ligne nationaliste de gauche du NPD s'inspirait seulement de la « nécessité pour un parti d'opposition de critiquer tout ce que le gouvernement propose ». D'abord, le NPD a appuyé les mesures nationalistes du gouvernement; ensuite, il est indéniable que sa ligne nationaliste de gauche trouve sa source avant tout dans son idéologie socialiste démocratique, opposée au relatif laissez-faire capitaliste qu'incarnent les États-Unis.

### III – La ligne dominante de l'ère Trudeau: une stratégie d'indépendance vis-à-vis des États-Unis

L'essentiel de *Canada and the United States in the 1980s* est constitué par le compte rendu des discussions de la 5<sup>ème</sup> Conférence Pearson: généralement, les Américains s'inquiètent des politiques économiques nationalistes du Canada et particulièrement de l'affrontement avec un gouvernement Reagan favorable aux milieux d'affaires. Lors de la dernière journée de la Conférence, on se tourne vers un autre sujet: la Commission conjointe internationale des eaux limitrophes. Sa performance est jugée décevante en ce qui a trait aux années 70. Si elle a étendu ses connaissances des problèmes écologiques, ce ne fut pas le cas des autres secteurs. On l'accuse d'avoir perdu sa réputation de corps indépendant et non politique. Il est temps de la régénérer (p. 45).

Cette opinion n'est pas partagée par les huit auteurs des études réunies sous le titre *International Joint Commission Seventy Years On* à l'occasion de son 70<sup>ème</sup> anniversaire. Kim Nossal<sup>10</sup> résume bien leur point de vue en écrivant que « la Commission, tous l'accordent, a été une institution qui a eu un succès remarquable ». Toutefois, le regretté Marcel Cadieux<sup>11</sup> écarte l'idée parfois émise

10. « The IJC in Retrospect », p. 126.

11. « The View From the Pearson Building », pp. 102-103.



d'étendre le rôle de la CIJ ou de créer des institutions similaires à elle pour régler d'autres facettes des relations

canado-américaines, « à cause de la complexité et de la politisation croissante » des problèmes entre les deux pays.

*Canada and Western Security: The Search for New Options* est une réflexion collective de plusieurs spécialistes canadiens des relations internationales, particulièrement orientés vers les questions de défense, suscitée par l'augmentation de la tension Est-Ouest à la suite de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, de la croissance des forces militaires et navales de l'URSS et de ses interventions croissantes dans le Tiers Monde, ainsi que de son rôle dans l'imposition de la loi martiale en Pologne (p. 1). À l'instar des propositions collectives de plusieurs spécialistes des relations internationales des principaux pays de l'Alliance atlantique – Allemagne Fédérale, États-Unis, France et Royaume-Uni –, les spécialistes canadiens font leurs propres propositions. Partisans d'une ligne ferme vis-à-vis de l'URSS, ils recommandent que la stratégie de riposte flexible de l'OTAN soit révisée pour donner plus d'importance aux forces conventionnelles (p. 22), qui devraient être renforcées pour constituer en Europe une véritable dissuasion vis-à-vis de l'URSS (p. 25), ce qui faciliterait des négociations sur la réduction des forces nucléaires (p. 26).

Quant au Canada, il devrait élaborer un « Livre vert » sur la politique de défense dans les années 80 et 90 (p. 30), défendre avec plus de vigueur ses intérêts dans l'Alliance et augmenter sa contribution militaire en accroissant ses forces navales et aéroportées dans l'Atlantique nord, en déployant une brigade mécanisée complète sur le front européen central et en augmentant sa défense aérienne de l'Amérique du nord (p. 33).

Aloysius Balawyder avait publié en 1972 un ouvrage sur les relations du Canada avec l'URSS dans l'entre-deux guerres<sup>12</sup>. Pour la période 1939-1980, il a préféré rassembler des textes de divers auteurs. Dans sa préface, il délimite avec pertinence les cinq périodes de la politique canadienne à l'égard de l'Union soviétique: de la prise du pouvoir par les bolchéviks à son invasion par Hitler en 1941, de 1941 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale dans une « alliance pas facile », la guerre froide de 1945 à 1955, de la visite de Lester B. Pearson en URSS en 1955 à 1968, la période de détente de 1968 à 1980 (p. V).

Ce livre confirme que le Canada fit preuve d'une très grande retenue en début de la Guerre froide. Donald Page<sup>13</sup> relate comment même après l'Affaire Gouzenko, lors de la Conférence de Paris en 1946, Mackenzie King voulait se rendre à Moscou voir Staline pour dissiper les nuages, ce dont l'ambassadeur à Moscou Dona Wilgress le dissuada alors que la *Pravda* attaquait férocelement le Canada. Ce n'est que la mort tragique de Jan Masaryk lors du coup de Prague qui persuada enfin en mars 1948 Mackenzie King qu'on ne pouvait pas collaborer avec les communistes. Voilà des faits qui ne collent pas très bien avec les spéculations des historiens dit révisionnistes! Larry D. Collins<sup>14</sup> confirme que le Canada adopta une « approche réservée et pragmatique » durant la Guerre froide, une politique qu'il qualifie de « contenir sans ostracisme ». Notons à ce titre le refus de participer au pont aérien de Berlin, malgré dix-huit sollicitations des Alliés entre juin 1948 et mai 1949. Cette politique modérée est particulièrement remarquable si l'on considère la présence au Canada d'une communauté importante de ressortissants de l'URSS: Ukrainiens, Baltes et Juifs notamment<sup>15</sup>, sans compter les ressortissants du reste de l'Europe de l'est. Dès la Conférence

12 *Canadian-Soviet Relations Between the Wars*, Toronto, University of Toronto Press, 248p.

13 « Getting to Know the Russians – 1943-1948 », pp. 30 et 34.

14 « Canadian-Soviet Relations During the Cold War », pp. 43-44 et 49.

15 Samuel J. NESDOLY, « Changing Perspectives: The Ukrainian-Canadians Role in Canada-Soviet Relations », dans Balawyder, 1981, *op. cit.*, pp. 52-53.

de Genève de 1954, le ministère des Affaires extérieures perçoit la « volonté soviétique d'établir des relations plus pacifiques et normales » et s'en réjouit, puisque cette détente ne peut que favoriser.

l'un de nos principaux objectifs de politique étrangère: ... maintenir et renforcer notre indépendance vis-à-vis des États-Unis<sup>16</sup>.

Cette politique conduira Lester B. Pearson à se rendre à Moscou, premier ministre des Affaires étrangères d'un pays de l'OTAN à accomplir ce geste. Et l'on a vu précédemment combien ces relations se sont affermies et développées durant la période Trudeau.

Les quatre essais réunis sous le titre *Le Canada face à la crise polonaise* prennent pour ainsi dire la suite chronologique de l'ouvrage édité par Balawyder. Ce qui a frappé tous les observateurs, et nos quatre auteurs également, est la réaction très modérée du Canada à l'imposition de mesures militaires en Pologne. La position canadienne fut exprimée maladroitement par le Premier ministre qui prétendait à tort que les mesures de guerre avaient évité la guerre civile et que l'URSS n'était pas impliquée. Comme le note Adam Bromke<sup>17</sup>, ce n'est que sous la double pression interne d'une opinion publique indignée et externe (États-Unis) que le gouvernement canadien a peu à peu modifié sa position. Harald von Riekhoff<sup>18</sup> trouve dans la réaction canadienne à la question polonaise « une ressemblance étroite avec la position de l'Allemagne de l'ouest ». La raison de cette orientation du chancelier Schmidt et du premier ministre Trudeau, Harald von Riekhoff la trouve dans une préoccupation commune que

la réthorique des allégations et des condamnations, jointe à l'imposition de sanctions économiques, ne mène qu'à la destruction irrévocable des restes de la détente et engendre une nouvelle guerre froide.

Or la guerre froide tend à resserrer les liens avec les États-Unis, ce qui, pour le Canada, est préoccupant parce que cela va à l'encontre de « la souveraineté nationale et de l'indépendance par rapport aux États-Unis ».

La boucle est bouclée ! Il est évident que, pour le gouvernement Trudeau – et cela depuis 1968 – la préoccupation majeure a été et est de rendre le Canada plus indépendant des États-Unis. Qui a compris cette constante – et il suffit de lire et d'écouter pour le savoir – ne s'étonnera donc point de positions aussi étonnantes que celle sur la question polonaise. Mais il constatera aussi que la dépendance économique vis-à-vis des États-Unis a diminué et continuera à diminuer si la même orientation est maintenue.

---

16 Larry D. COLLINS, *op. cit.*, pp. 52-53.

17 « Distant Friends: The Evolution of the Canada-Poland Relationship », p. 11.

18 « The Desirability of a Graduated Increase of International Pressure », pp. 18-19.